

LE FAIT DU JOUR

redaction@sonapresse.com

Agriculture : le Gabon peau fin alimentaires

PENDANT trois jours, politiques, spécialistes et acteurs du monde agricole se sont concertés pour définir une stratégie d'identité alimentaire que défendrait le Gabon au Sommet des Nations unies en septembre prochain. Celle-ci devant concilier production abondante et saine et préservation de l'environnement.

Innocent M'BADOUA
Libreville/Gabon

HIER à Libreville se sont achevées les concertations nationales sur les systèmes alimentaires. Il est question de préparer la position de notre pays qui prendra part au Sommet des Nations unies sur cette question, prévu du 26 au 28 septembre 2021.

" Nous débattons des systèmes alimentaires, en prélude à la conférence qui se déroulera à New York. Il s'agit ici de repenser la manière dont nous produisons et consommons les aliments. Avec l'industrialisation, nous sommes passés à des modes qui sont consommatrices de ressources. Il est question de voir dans quelle (s) mesure(s) développer des stratégies au niveau national. Voir comment on peut produire de façon durable et consommer de façon durable", a indiqué Michaël Ronoubigouwa Ambouroué Avaro, l'un des 14 facilitateurs des dites concertations.

Dans quelle mesure produire de façon durable? Les différentes contributions ainsi collectées pendant les trois jours d'échanges autour des thèmes et sous-thèmes aideront le Gabon à élaborer une position nationale qui sera défendue lors du sommet de l'ONU de septembre prochain. Car, faut-il le noter, " les systèmes alimentaires sont spécifiques à chaque région". Autrement

dit, il est important que chaque pays se dote d'une stratégie pour défendre cette "identité alimentaire". Produire en utilisant le moins de ressources pour manger sainement. La conservation de l'environnement est aussi devenue un enjeu pour le secteur agricole.

Le sommet sur les systèmes alimentaires va se dérouler autour des cinq objectifs majeurs que sont : garantir à tous des aliments sains et nutritifs, passer à des modes de consommation durables, stimuler une production respectueuse de la nature, promouvoir des moyens de subsistance équitables, et enfin renforcer les résiliences aux vulnérabilités, aux chocs et au stress.

Selon la note thématique de l'ONU, l'intention est de faire en sorte que tous les intervenants des systèmes alimentaires disposent des moyens nécessaires pour se préparer et résister aux épisodes d'instabilités et pour s'en relever, et de faire participer tous les habitants de la planète à des systèmes alimentaires qui, malgré les chocs et facteurs de perturbation, constituent des sources de sécurité alimentaire, de nutrition et de moyens de subsistances équitables.

Les concertations nationales autour des systèmes alimentaires ont donc permis d'organiser des arguments autour de ces grandes thématiques. " Nous voulons nous exprimer, revisiter les politiques publiques agricoles. Nous avons des préoccupations à faire passer pour rassurer le monde agricole comme la durabilité suppose que la semence ait la possibilité de tenir face aux intempéries ", a déclaré Musa Musavu, membre de la plateforme des coopératives agricoles.

Le ministère de l'Agriculture, a-t-on appris des débatteurs, a créé un environnement favorable à travers la Loi d'orientation agricole qui prend

en compte tous ces aspects avec pour principal objectif de faire en sorte que les produits nationaux se retrouvent à plus de 50 % dans la consommation nationale.

Les concertations nationales auront donc abordé plusieurs thématiques et sous-thèmes devenus quasi génériques puisque ne trouvant aucune solution depuis qu'ils sont au centre de multiples élaborations des politiques sectorielles. Ainsi, a-t-on discuté des mesures d'incitation pour encourager les jeunes, les femmes et les personnes vivant avec le handicap à l'entrepreneuriat agricole, l'accès aux financements, la mise en place d'un SMIG attractif, etc.

Toutefois, on note que le raccourcissement des circuits d'approvisionnement est encore long aujourd'hui, la modernisation de l'agriculture familiale, l'intensification de la production par des intrants de qualité, la disponibilité de l'énergie, le transport de la production vers les centres de consommation, la machinerie et l'outillage agricole, sont autant de leviers à activer afin de renforcer le monde agricole.



Photo: IM/B

Une phase des travaux des concertations nationales.

4 DES 11 AVANCÉES
du ministère de l'Agriculture

- ✓ **Foncier**
 - Adoption et mise en œuvre de Plan national d'affectation des terres (PNAT) qui permet de résoudre les litiges sur le foncier et de créer des zones à forte productivité (ZAF)
- ✓ **Accès aux intrants**
 - Loi portant politique semencière en République gabonaise
- ✓ **Filière élevage**
 - Loi fixant le cadre d'exercice des professions vétérinaires
 - Loi relative aux médicaments et produits sanitaires
- ✓ **Organisation des acteurs**
 - décret sur les interprofessions en cours
 - Loi fixant le régime applicable aux contrats d'agrégation agricole
 - Création de la Chambre nationale de l'agriculture

Steve Akher Nkomo

e ses stratégies

Interminables pourparlers, attente des fruits de la terre

I. M'B.
Libreville/Gabon

EN écoutant les divers acteurs du monde agricole, souvent les mêmes qui se côtoient depuis belle lurette lors des ateliers, séminaires, conférences, entrecoupés de pauses café, de pauses déjeuners, on a cette pesante impression que l'agriculture, la pêche et le développement rural au Gabon ne se limitent encore, et en grande partie, qu'à des messes pour s'interroger sur la voie à suivre afin que les aliments sortent de notre sol. Les populations qui suivent ces débats semblent attristées de voir atterrir dans leurs assiettes les conserves importées d'Europe, de la volaille et du bœuf d'Amérique du Sud, des denrées du cru venant massivement du Cameroun. C'est à se demander à quand la pomme de terre, l'oignon, la banane, la tomate en fruits transformée pousseront-elles de la terre arable gabonaise. Pourtant, des documents officiels, l'administration de l'Agriculture étale des beaux chiffres et des belles perspectives : valorisation du pétrole vert, 40 zones agricoles à forte productivité, réserves de 250 000 hectares à cultiver,



Photo : Jean Madouma

Les fruits agricoles : en majorité toujours venus d'ailleurs

8 600 parcelles cadastrées à mettre à la disposition des petits producteurs, des agro-industriels ou des coopératives, des financements mobilisés auprès des partenaires. Malgré ces schémas captivants de développement agricoles imprimés sur papier, l'agriculture gabonaise n'est pas sortie de l'ornière. Qu'il s'agisse d'un capital humain performant, motivé et formé aux métiers agricoles, de l'organisation des filières, de l'émergence d'une classe d'entrepreneurs agricoles, de maîtrise de la chaîne de production et de distribution alimentaire, notre pays donne cette impression de toujours se chercher. Pourtant, le chef de l'État Ali Bongo Ondimba a fait sa part depuis 2010 : tracer la voie avec le Plan stratégique Gabon émergent et mettre à disposition de multiples financements. Pourquoi et où le bât blesse-t-il ?



Le paysannat agricole relève des goulots pérennes

ENA
Libreville/Gabon

C'EST devenu une antienne. Les acteurs du monde agricole reviennent à chaque grand-messe concernant ce domaine avec les mêmes doléances. Et les Concertations nationales en cours n'échappent pas à ce cycle quasi rémanent. Ce rabâchage date depuis 1960, ont déploré de nombreuses organisations paysannes, qui pointent plusieurs pesanteurs qui inhibent la dynamisation du secteur agricole et qui font toujours l'objet de doléances et de recommandations au cours

des forums tenus. Pour Phil-Philo Abessolo de la Concertation nationale des organisations agricoles paysannes, les questions de financements des coopératives agricoles ainsi que l'organisation des filières doivent faire l'objet d'une meilleure prise en compte par les pouvoirs publics. Il s'agit de préoccupations majeures qui visent l'obtention d'un meilleur rendement et d'une productivité importante. D'autres axes de développement tels que la formation pratique des jeunes aux métiers agricoles ont également été évoqués, d'autant que pareille formation doit fournir au secteur la main-d'œuvre qualifiée qui lui fait défaut. En

cela, l'ouverture des établissements spécialisés pourront progressivement combler cette lacune majeure. Dans l'ensemble, les travaux de ces Concertations, en abordant les questions liées à la sécurité alimentaire et à l'autosuffisance alimentaire, n'ont-ils pas posé par là la problématique récurrente des politiques agricoles au Gabon ? Le vice-président de la Plateforme nationale des coopératives et exploitations agricoles, Teddy Musa Musavu, tout en reconnaissant " quelques avancées obtenues ", pointent, lui aussi, les goulots qui étranglent le développement agricole et qui



Photo : I.M'B.

Teddy Musa Musavu, vice-président de la plate forme nationale des coopératives agricoles

ont pour noms le transport, le financement, l'état des routes... " Nous devons revisiter les politiques publiques agricoles, car

nous avons l'impression que les choses patinent, or il faut aller de l'avant, et c'est ce qui nous motivent ici... "